

**PAYS**

**Le saviez-vous ?**

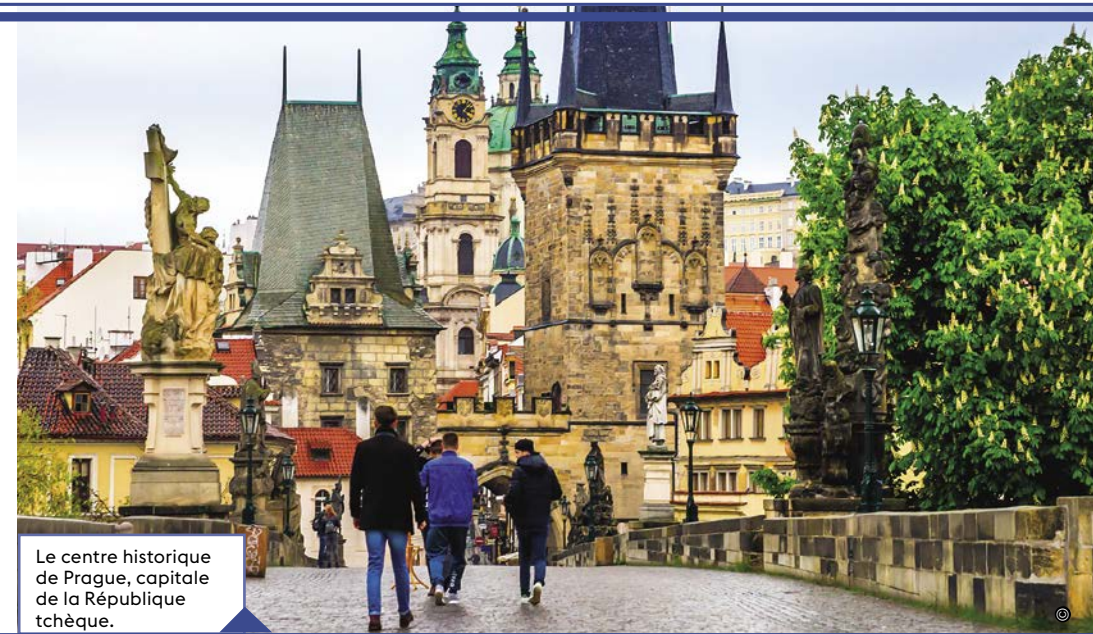
Nombre d'habitants : **10,7 millions**  
 Population active : **5,36 millions**  
 Taux d'activité : **84,4 %**

En **tchèque**,  
 "formation professionnelle" se dit  
**profesionální trénink**

Pourcentage des adultes participant à des programmes de formation tout au long de la vie : **28 %**

Taux de participation à la formation continue en entreprise : **35 %**

La République tchèque enregistre un des taux d'adultes participants les plus élevés de l'Union européenne. Cependant, le pays compte 11 % de Neet, et seulement 4 % des chômeurs suivent aujourd'hui des programmes de formation.



Le centre historique de Prague, capitale de la République tchèque.



Des apprentis en République tchèque, au lycée professionnel de Jihlava, région de Vysočina.

## République tchèque L'ADAPTATION DES COMPÉTENCES, UN CHANTIER PRIORITAIRE

En lançant son nouveau chantier sur l'adaptation des compétences, le gouvernement tchèque entend accélérer le processus déjà en route et offrir de nouvelles perspectives à sa population, tout en mobilisant les acteurs au niveau régional.

Laurence Estival

Sur un marché de l'emploi tendu avec des entreprises à la peine pour recruter les profils recherchés, la République tchèque semble bien décidée à prendre le taureau par les cornes. Si le pays a déjà un système de formation continue qui permet à la population de compléter sa formation initiale ou de se réorienter, le gouvernement entend le renforcer et le rendre plus opérationnel. Objectif : mieux coordonner les institutions impliquées dans son fonctionnement et promouvoir ses actions auprès de publics cibles. Le tout en s'appuyant sur le registre national des qualifications qui demeure la pierre angulaire de ce projet ambitieux. Celui-ci s'est donné pour mission de répondre au défi d'offrir de nouvelles opportunités à tous les adultes.

### Réseau régional des coordinateurs

Concrètement, l'axe prioritaire du projet est de s'appuyer sur le réseau régional des coordinateurs et des plateformes qui va se mettre en place pour créer une véritable dynamique entre tous les acteurs sur le terrain. Devraient ainsi être impliquées, dans chaque région, les institutions qui jouent un rôle essentiel dans le domaine de l'éducation, de la formation continue et de l'emploi, mais aussi les employeurs et même les ONG. C'est auprès de ces acteurs bien implantés dans les territoires que les coordinateurs régionaux recueilleront des informations sur les besoins locaux avec leurs spécificités, le profil des personnes en quête d'un emploi et notamment les non-qualifiés, ceux sortis du système scolaire sans qualification, ceux souffrant d'un handicap ou ayant une santé fragile, pour pouvoir adapter au mieux

les solutions. Avec également un focus sur le potentiel de développement de la formation professionnelle supérieure.

### Place aux actions pilotes

Ces informations serviront de base à l'élaboration au niveau de chaque région d'une "Recommandation pour optimiser le réseau des entités autorisées par le système national de validation" qui pourra proposer l'inclusion de nouveaux venus, dont des établissements scolaires proposant une offre de formations professionnelles de niveau 3 et 4, selon le cadre européen de qualification. Celles-ci seront susceptibles d'être contactées pour étudier comment faire mieux correspondre les cursus proposés aux attentes des entreprises du territoire et aux besoins de publics spécifiques. Pour tester la capacité de ces institutions à respecter ce cahier des charges, des actions pilotes seront conduites auprès de 500 personnes avec un faible niveau de qualification ou ayant quitté l'école sans qualifications, dans chacune des régions.

### Consolider les mécanismes de coopération

Aujourd'hui, cette dynamique est en cours. Ce n'est certes pas la première fois que le système de formation subit des modifications, mais c'est la première fois que le pays choisit de s'appuyer sur le tissu régional dans cette logique systémique, tout en respectant les caractéristiques et les besoins spécifiques de chaque région. C'est aussi la première fois que ce travail s'effectue

"Les coordinateurs régionaux recueilleront les informations sur les besoins locaux avec leurs spécificités"

### CAP SUR LES COMPÉTENCES DIGITALES

Le projet de renforcement de la formation continue porté par le gouvernement tchèque met l'accent sur le développement des compétences digitales. S'appuyant sur les qualifications professionnelles demandées pour occuper des emplois dans le domaine du numérique, des "syllabus" (définissant le contenu pédagogique) spécifiques seront élaborés. De quoi ensuite proposer des programmes de formation ad hoc, des tests de validation adaptés et des manuels destinés aux enseignants et apprenants. Après avoir été formés à ces nouvelles qualifications, trente formateurs issus d'établissements reconnus participeront à un programme pilote destiné à évaluer ces contenus pédagogiques auprès de 180 personnes dans trois régions différentes. Une initiative qui fait elle aussi la part belle à l'innovation et à l'expérimentation.

dans un dialogue fructueux au sein duquel tous les acteurs locaux ont accepté d'assumer leur rôle de manière constructive. La mission n'est pas encore terminée, mais, à mi-parcours, les autorités tchèques reconnaissent avoir permis la création de plusieurs plateformes bien établies au niveau local qui ont impulsé des échanges entre toutes les parties prenantes. Une première étape vers la consolidation de mécanismes de coopération pour des acteurs qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble. L'espoir est aujourd'hui de renforcer ces acquis pour faire en sorte que cette habitude devienne la règle et que toutes les institutions impliquées dans ce projet continuent de se coordonner une fois celui-ci terminé. Cet objectif permettrait alors de répondre dans la durée à l'objectif initial de ce plan : offrir de manière fluide des perspectives à tous les adultes dans un environnement où les mutations technologiques risquent fortement d'accroître le besoin d'adaptation permanente. ●

Rubrique réalisée dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Avec l'appui du réseau ReferNet, dont la branche française est pilotée par Centre Inffo.

<https://refernet.centre-inffo.fr>

[www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/refernet/networks/refernet-national-partners](http://www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/refernet/networks/refernet-national-partners)